



22.01.2023

Madame la Ministre des Affaires Étrangères,
Chère Madame Catherine Colonna

Appel à l'action: Proscrire le CGRI

La diaspora iranienne et la nation qui se bat pour la liberté et la démocratie contre une dictature théocratique remercient le Parlement européen pour son vote en faveur de la classification du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) sur la liste des organisations terroristes du bloc des 27 nations.

Nous demandons aux Ministres des Affaires Étrangères de l'UE, dans l'intérêt de l'humanité, de la liberté et de la paix mondiale, de placer le CGRI de la liste des organisations terroristes.

Le CGRI et ses forces para-militaires, les Basij, sont directement responsables de la répression brutale et illégale des manifestants en Iran, qui a fait plus de 700 morts, dont plus de 70 mineurs.

On n'estime que 20. 000 à 25. 000 manifestants sont actuellement en détention et risquent d'être torturés, agressés sexuellement et violés. L'âge moyen des manifestants en captivité n'est que de 17 ans.

Le Corps des gardiens de la révolution islamique a mis en place de multiples organisations terroristes et mandataires au Proche-Orient. Le CGRI entraîne et finance ces groupes. Le CGRI a également été impliqué dans les conflits en Syrie et au Yémen. La fourniture de missiles balistiques et de drones à la Russie, qui ont causé de nombreux dégâts et pertes de vies civiles en Ukraine, ne doit pas être omise dans votre prise de décision.

La République islamique a répondu au vote du Parlement européen par le seul moyen qu'elle connaisse: les menaces.

Le major général du Corps des gardiens de la révolution islamique, Hossein Salami, a déjà averti que "si l'Europe commet une erreur, elle doit en accepter les conséquences". Le récent appel du Ministre iranien des Affaires Étrangères à M.

Borrell et son explication selon laquelle le CGRI est une " institution qui crée la sécurité " sont tout simplement absurdes.

La République islamique a maintenant répondu en menaçant que Téhéran va placer les forces militaires européennes sur sa liste d'organisations terroristes.

Une minorité de médias internationaux s'est également inquiétée du fait que l'interdiction du Corps des gardiens de la révolution islamique entraînerait un échec certain des négociations nucléaires.

Le plan d'action global conjoint (JCPoA), qui a été relancé, s'est effondré parce que la République islamique elle-même a créé des exigences préalables qui n'ont pu être satisfaites. Le représentant britannique aux Nations Unies a déclaré que la République islamique possède plus de dix-huit fois le maximum d'uranium enrichi autorisé par le JCPoA. Il est désormais évident que la République islamique n'est pas disposée à conclure un nouvel accord.

L'Union Européenne ne doit pas laisser la rhétorique optimiste de Téhéran dissuader et influencer le vote des Ministres des Affaires Étrangères. Ne pas classer le CGRI sur la liste des organisations terroristes sera un apaisement pour une dictature théocratique impitoyable et barbare.

Une relance du JCPoA ou toute autre forme d'accord nucléaire n'empêchera pas Téhéran de poursuivre sans relâche la technologie nucléaire, une technologie qui déstabilisera le Proche-Orient, provoquera la prolifération nucléaire dans une région instable et menacera de manière irréversible la paix mondiale, tout en permettant à Téhéran de rançonner l'UE.

Nous demandons à tous les Ministres des Affaires Étrangères de l'UE de voter à l'unanimité pour la proscription du CGRI. Votez pour la liberté, l'égalité et la paix mondiale.

Bien cordialement,

L'Association des Droits de l'Homme Iraniens et les Alliés.